



ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Direction
des Collectivités Locales
et de l'Environnement

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret modifié n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994 modifié par celui du 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) de gibiers à plumes ;
- VU le récépissé de déclaration en date du 26 décembre 1973 délivré à M. Alcide VALAIN pour l'exploitation à PLOUMAGOAR, au lieu-dit "Kerguinou", d'un élevage de 36 000 dindes ;
- VU la demande présentée par M. Philippe HERVIOU en vue de la reprise et de la régularisation de la situation administrative de cet élevage qui compte à ce jour 133 000 animaux-équivalents (poulets de chair), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande, notamment la convention d'enlèvement des déjections avicoles par les Ets BOURGOIN en remplacement du plan d'épandage dans le département de la LOIRE-ATLANTIQUE indisponible ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de PLOUMAGOAR (25 novembre 1994), SAINT-PEVER (27 décembre 1994), LANRODEC (26 octobre 1994), TRANS-sur-ERDRE (2 novembre 1994), JOUE-sur-ERDRE (24 octobre 1994), RIAILLE (13 octobre 1994), LIGNE (6 octobre 1994), GRAND AUVERGNE (14 octobre 1994), COUFFE (18 novembre 1994), MOUZEIL (23 septembre 1994) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile et de la Préfecture de LOIRE-ATLANTIQUE émis respectivement les 21 décembre, 26 octobre, 13 octobre et 10 octobre 1994 ;
- VU les arrêtés préfectoraux en date des 22 février, 18 mai, 21 août, 9 novembre 1995 et 5 février 1996 prorogeant le délai d'instruction de la demande susvisée d'une période de trois mois ;
- VU les rapports de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date des 12 octobre 1995 et 26 février 1996 ;
- VU les avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en ses séances des 24 novembre 1995 et 29 mars 1996 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté Egalité Fraternité

.../...

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

M. Philippe HERVIOU demeurant à PLOUMAGOAR, au lieu-dit "Kerguinou" est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZR n° 28), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 133 000 animaux-équivalents (poulets de chair) de plus de un mois en présence simultanée, à savoir :

- élevage existant régularisé : 133 000 poulets de chair, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

1) L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

2) Prescriptions spéciales

Une copie des bons d'enlèvement des déjections sera à transmettre à la fin de chaque année civile aux services vétérinaires chargés de l'inspection ainsi qu'un bilan annuel justifiant l'utilisation des déjections dans la zone d'épandage retenue.

Dans l'hypothèse où le contrat de reprise des déjections ne serait pas respecté ou renouvelé par les contractants ou de sa rupture, l'éleveur devra fournir un autre contrat de reprise qui présente les mêmes garanties, ou un autre mode de gestion des déjections (plan d'épandage, transformation dans une unité de traitement) conforme à la réglementation en vigueur ou cesser l'exploitation de l'élevage.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de PLOUMAGOAR pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Philippe HERVIOU.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Philippe HERVIOU dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration du 26 décembre 1973 susvisé.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de PLOUMAGOAR,
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Philippe HERVIOU pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT-PEVER, LANRODEC, TRANS-sur-ERDRE, JOUE-sur-ERDRE, RIAILLE, LIGNE, GRAND-AUVERGNE, COUFFE, MOUZEIL, pour information.

SAINT-BRIEUC, le 9 AVR. 1996

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Signé : Jean-François PAGES

Pour copie certifiée conforme,
L'Attaché, Chef de Bureau,



Christian RAYMOND.